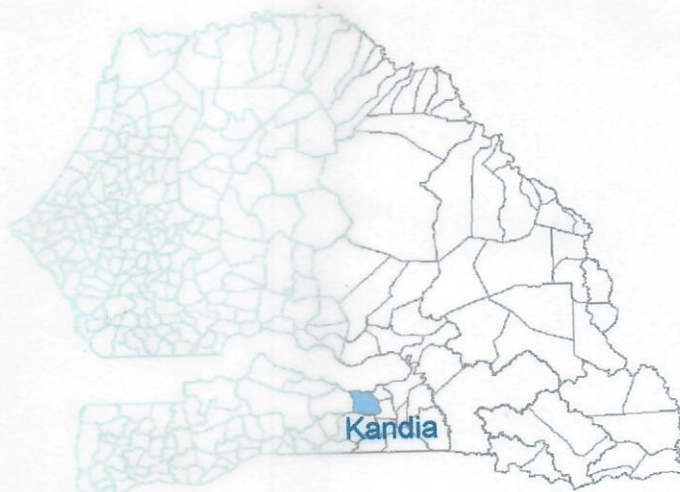




EVALUATION PARTICIPATIVE DE LA PAUVRETE

Région de KOLDA : Département de VELINGARA Communauté rurale de KANDIA

Rapport provisoire, Mai 2003



**SENAGROSOL
CONSULT**

Études et Conseils

Adresse : Rue 7 prolongée villa 11A Point E, Tel : 825-86-34 Fax : 8247108 BP 8316 Dakar / Yoff

Site : www.senagrosol.sn Email : agrosol@sentoo.sn

TABLE DES MATIERES

1.INTRODUCTION.....	3
I CONTEXTE	3
II OBJECTIF.....	4
III METHODOLOGIE.....	4
2. CONTEXTE	7
3.CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES.....	7
3.1. POPULATION	7
3.2. MIGRATION.....	8
4. CARACTERISTIQUES SOCIO –ECONOMIQUES	8
5. SERVICES SOCIAUX DE BASE	13
5.1. EDUCATION.....	13
5.2. SANTE.....	13
5.3.HYDRAULIQUE.....	14
5.4. NUTRITION.....	14
6. ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE.....	15
7. INFRASTRUCTURES ET MOYENS DE TRANSPORT	16
8. ANALYSE INSTITUTIONNELLE	17
9. COMMUNICATION.....	19
10. PAUVRETE.....	19
10.1. PERCEPTION DE LA PAUVRETE.....	20
10.2.CATEGORISATION DES NIVEAUX DE PAUVRETE	21
10.2.1.Niveau de pauvreté et niveau de revenus, inégalités d'accès aux services sociaux en fonction de la localisation.....	24
10.2.2. Les difficultés et inégalités sociales d'accès aux services sociaux et infrastructures de base : l'aspect genre.	25
10.3.GROUPES VULNERABLES ET STRATEGIES DE LUTTE.....	35
10.4. ANALYSE COMPARATIVE DES BESOINS EXPRIMES	36
10.5. CONTRAINTES ET BESOINS DE LA CR DE KANDIA	37
10.5.1. LES CONTRAINTES.....	37
11.5.2. LES BESOINS	37
11. PERSPECTIVES	38
11.1. POTENTIALITES	38
11.2. OPTIONS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	38

1.INTRODUCTION

i Contexte

La pauvreté n'a pas reculé ces dernières années malgré les efforts consentis par nos gouvernements pour améliorer les conditions de vie des populations. Les indicateurs sur les conditions de vie des populations n'ont pas connu d'amélioration ces dernières années au Sénégal. Les indicateurs sur l'accès aux services sociaux de base au niveau national montrent que la pauvreté n'a pas été réduite :

- ⇒ un taux d'analphabétisme de 70% pour les femmes et 48.9% pour les hommes ;
- ⇒ une recrudescence des endémies locales et la malnutrition qui touche de plus en plus les personnes vulnérables (enfants, jeunes, handicapés, femmes, personnes déplacées ou réfugiées etc.) ;
- ⇒ un accès à l'eau potable limité à 28 litres/habitant /jour qui est en deçà des recommandations de l'OMS qui sont de 35 litres par habitant et par jour.

La notion de pauvreté revêt plusieurs caractères et varie suivant les milieux. De ce fait dans le cadre bien défini de notre étude, la pauvreté de l'individu par rapport à certains aspects sociaux est prise en considération.

Ainsi elle pourrait se définir selon la commission de l'Union Européenne comme suit : « peuvent être considérés comme pauvres les individus ou les familles dont les ressources (matériel, culturelle et sociales) sont si faibles qu'ils sont exclus des modes de vie minimum acceptables dans l'Etat dans lequel il vit ». Cette définition se rapporte à la pauvreté de l'individu suivant sa catégorie sociale et donc ne se caractérise pas seulement par ce que l'individu peut obtenir comme revenu, mais également de l'égard qu'il jouie dans sa communauté par rapport à des considérations socio-culturelles.

Parfois cette situation de pauvreté engendre au niveau individuel un sentiment d'impuissance, de résignation face à une condition sociale qui apparaît comme immuable et ferait perdre l'estime de soi. Ceci se répercute sur certaines catégories sociales (femmes, jeunes, handicapés et autres groupes).

Cette pauvreté est localisée surtout dans les zones rurales. Un certain nombre de critères agissent sur l'acuité de cette pauvreté : l'augmentation de la taille du ménage, le nombre de ménages dirigés par des femmes, l'absence et/ ou l'insuffisance de revenus et d'accès aux services sociaux de base, etc.

C'est dans ce contexte que le gouvernement du Sénégal a sollicité et obtenu un crédit de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour exécuter la première phase du Projet Fonds de Développement social (PFDS) dont l'objectif est de contribuer à la réduction de la pauvreté.

La phase pilote, prévue pour une durée de trois ans (2001-2004), est axée sur quatre (04) composantes que sont : l'accès aux infrastructures, équipements et services sociaux de base ; l'accès aux services de micro-finance et aux activités génératrices de revenus (AGR) ; le renforcement des capacités des organisations communautaires de base et des groupes vulnérables ; et enfin, le suivi et l'analyse des conditions de vie des ménages et des communautés.

ii Objectif

Les EPP réalisées dans chaque village ciblé visaient les objectifs suivants :

- ✓ Etablir une situation de référence sur la base des principaux indicateurs de pauvreté et disposer d'une base de données sur l'état de la situation de la pauvreté au niveau des villages dans la communauté concernée ;
- ✓ Faire une classification des communautés selon leur degré de pauvreté en fonction des critères, variables critiques et indicateurs qui seront à la fois quantitatifs et qualitatifs ;
- ✓ Identifier au sein des communautés ciblées celles qui sont hors d'atteinte des structures financières décentralisées et qui seront les bénéficiaires de la composante 2b ;
- ✓ Confirmer que les communautés ciblées sont les plus pauvres et identifier les sous-groupes marginalisés / vulnérables au sein des communautés qui seront les bénéficiaires potentiels des composantes 1 et 3 du projet au cours de sa première phase ;
- ✓ Identifier l'ensemble des S.F.D évoluant dans la zone concernée (couverture géographique, données sur les statistiques financières cibles, produits et services.....) ;

Le présent rapport a pour objectif d'une part, de dégager les grandes tendances dans la CR de Kandia par rapport aux caractéristiques démographiques, socio – économiques, environnementales, institutionnelles et communicationnelles et par rapport à la pauvreté et d'autre part, d'indiquer les grandes orientations dans une perspective d'amélioration des niveaux de revenus et d'amélioration de l'accès aux services sociaux de base.

iii Méthodologie

Le présent rapport est basé sur l'exploitation systématique de chacun des 42 rapports individuels des villages, sur l'exploitation des grilles villages (dont les données ont été traitées sous SPSS et sorties sous forme de tableaux) et sur la consultation du Plan Local de la CR. Les données quantitatives figurant dans le rapport sont issues du traitement des données de l'échantillon.

Les évaluations participatives de la pauvreté (EPP) réalisées dans les 42 villages sélectionnés de la CR (parce qu'étant considérés comme étant les plus pauvres) ont permis de déterminer pour chaque village étudié, la situation de référence selon les différents indicateurs retenus pour le suivi de la pauvreté et produire des rapports par village. Certains outils de la MARP (revue des données secondaires, classification socio- économique, carte des ressources, diagramme de

polarisation, diagramme de venn, carte sociale et pyramide des contraintes) utilisés à l'aide d'ISS et de Focus group, ainsi que des questionnaires (village, ménage, structure) ont permis de répondre à cette préoccupation (voir détail de la méthodologie de réalisation des EPP en annexe).

Ensuite pour chaque village ciblé, 5 types de questionnaires ont été administrés : un questionnaire village administré lors de l'assemblée villageoise pour convenir des problèmes prioritaires et urgents et spécifiques à chaque groupe ; un questionnaire ménages administré suivant une classification socio- économique des populations du village et relativement au nombre de ménages par classe ; 3 questionnaires administrés au niveau des structures sanitaires, éducatives et des structures financières décentralisées s'il existe pour s'enquérir des contraintes et priorités.

Pour les parties analytiques de ces rapports communautés rurales deux axes ont été pris en compte : l'accès aux infrastructures et le niveau de pauvreté des ménage.

a) **Analyse de l'accès aux infrastructures de base**

Pour les infrastructures, des indicateurs de référence sur la santé, l'éducation, la nutrition, l'eau, l'assainissement, les services financier et socio-économiques ont été examinés et particulièrement l'accès selon les groupes cibles que sont les femmes, les jeunes, les handicapés et les autres groupes vulnérables.

La plupart des villages sont à l'intérieur des terres et se trouvent rarement sur l'axe d'une voie de communication (route butinée, route latéritique), et sont ainsi à des distance considérables des infrastructures.

L'accessibilité a été traitée sous plusieurs aspects :

1.Accessibilité financière :

Devant la crise économique mais aussi du fait de la rareté des intrants pour l'agriculture, et la rareté du pâturage pour le bétail, le milieu rural qui ne vit principalement que de ces activités voit ses revenus décroître cependant que les coûts des moyens de subsistance de base (l'alimentation, santé, eau potable) et de l'éducation vont croissants. A ceci s'ajoute la difficulté d'obtenir des fonds de crédits et de bénéficier du droit foncier pour les terres, particulièrement chez les femmes.

2.Accessibilité socio-culturelle :

Dans nos sociétés chaque groupe social a un rôle bien déterminé par la communauté mais également celle ci détermine la liberté de décision de chaque groupe. Aussi elles sont le nid de certaines considérations et tabous qui font même l'essence de la vie. De ce fait, elle peut constituer un facteur déterminant dans l'accès aux infrastructures (santé, éducation) suivant le niveau de conception de la société.

3. Accessibilité à l'information:

L'information joue un rôle capital dans l'accès aux infrastructures dans la mesure où elle peut influencer les populations dans leur comportement face aux manquements liés à la pauvreté.

Seulement on peut constater que dans les zones d'étude, la communication interpersonnelle est prédominante avec les assemblées villageoises organisées par les chefs religieux et/ou coutumier. L'information est parfois obtenue à partir de certaines chaînes de radio.

b) Analyse des niveaux de pauvreté des ménages

Elle part de la classification faite par les populations des villages enquêtés et qui indique l'estimation du taux de ménages pauvres, riches ou moyens selon la perception qu'elles ont de ces concepts dans leur contexte.

Dans chaque village, avec l'appui de trois informateurs clés (un homme, une femme et un jeune), les critères de pauvreté ont été dégagés par chaque catégorie d'informateur et l'ensemble des ménages du village ont été classés selon ces critères. C'est la moyenne de ces différents classements qui a permis de dégager l'indicateur de pauvreté qui est constitué du pourcentage de ménages pauvres dans le village.

Ainsi à l'échelle de la communauté rurale ce sont les indices répertoriés dans les grilles villages qui ont permis de classer l'ensemble des villages selon le pourcentage de ménages pauvres qui sont estimés. Les villages enquêtés ont été catégorisés en 3 grands sous – ensembles dans le but de faciliter l'analyse.

Les seuils retenus pour cette catégorisation sont :

- Groupe de villages ayant moins de 50% de ménages pauvres ;
- de 50% de ménages pauvres à moins de 75 % de ménages pauvres ;
- Pourcentage de ménages pauvres supérieur ou égal à 75% des ménages.

Tous les villages enquêtés des CR ont ainsi été catégorisés. L'analyse de la pauvreté en rapport avec les revenus et les services sociaux de base a alors été affinée en fonction des ces catégories.

Enfin, pour montrer que les niveaux de vulnérabilité peuvent varier en fonction du genre, nous avons essayé, autant que possible, d'analyser les éléments jugés assez déterminants dans le cadre de la pauvreté d'après la perception des populations.

Les limites observées sont de manière générale un déficit de données pour traiter les aspects liés à l'accessibilité des infrastructures sociales suivant les catégories sociales (jeunes et handicapés). Il en est de même pour les données sur les IST et sur la communication.

2. CONTEXTE

La CR de Kandia est née en 1978 suite aux réformes administratives et territoriales entreprises depuis 1972. Il fait partie de l'Arrondissement de Kounkané, Département de Vélingara, Région de Kolda.

Elle est limitée au Nord par la République de Gambie, au Sud par les CR de Kounkané et Saré Colly Sallé, à l'Est par la CR de Némataba et à l'Ouest par l' Arrondissement de Médina Yero Foulah.

Elle couvre une superficie de 436.5 km² représentant environ 30..55% de celle de l'Arrondissement de Kounkané.

Le climat est de type soudano – sahélien caractérisé par une saison des pluies d'environ 5 mois de durée et par une saison sèche de 7 mois pendant laquelle les vents d'est (harmattan) dominent.

La pluviométrie est variable d'une année à l'autre mais la tendance générale montre une baisse progressive par rapport à la normale.

La végétation est dominée par des espèces comme parkia biglobosa,

Sur le plan démographique, la CR comptait 11535 habitants répartis sur 849 ménages (RGPH, 1988) et 72 villages .

L'ethnie principale est le pular qui cohabite avec les soninkés, les mandingues...L'islam est la première religion pratiquée par les populations. Ces dernières s'adonnent surtout à l'agriculture et à l'élevage.

Le PLD de la CR scinde celle – ci en 2 grandes zones :

- La zone Nord : couvrant une superficie de 138.5 km², elle concerne 13 villages. Frontalière de la Gambie, elle est essentiellement peuplée de l'ethnie soninké. Ses sols deck – dior sont propices à la culture de l'arachide et du mil.
- La zone sud et centre : Elle concentre 59 villages sur une superficie de 298 km² Essentiellement composée de l'ethnie peul, cette zone est caractérisée par des sols de type deck et de bas – fonds favorisés par la proximité du bassin de l'Anambé.

Les EPP réalisées dans la CR ont concerné au total 42 villages soit donc environ 58% des villages.

3.CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES

3.1. Population

La population des villages enquêtés a évolué comme suit :

Année	Population totale	Femmes (%)
1988 (RGPH)	8498	50
2002 (EPP)	13156	
Variation absolue	+4658	
Variation relative	+54.8%	

Au regard de ce tableau, la population des villages enquêtés s'est accrue d'environ 54% entre 1988 et 2002. Cette tendance générale – qui doit certainement se retrouver au niveau de la CR – n'est pas partout vérifiée. En effet, quelques villages enregistrent des tendances négatives tandis que d'autres sont stables.

Les villages de Dyabougou Moussa, de Netto Roucka et de Saré Maly ont vu leurs populations décroître. Cette baisse concerne également le nombre de ménages.

Quant aux villages de Banacourou Samba et de Bourtou Loutang, leur relative stabilité cache certainement des mouvements de populations dans les deux sens qui se compensent car la croissance relative est quasi –nulle.

On constate la tendance inverse dans plusieurs autres localités parmi lesquelles Médina Samba Diallo qui triple sa population, et Simby, Saré Samba Netty, Sabahicounda Paya qui doublent les leurs.

En moyenne, un village enquêté de la CR compte 313 habitants et 21 ménages dont seule une infime partie est dirigée par les femmes.

Sur le plan ethnique, dans la CR, on note 65% de peulhs contre 25% de soninké et 9% de mandingues (source : PLD de Kandia). L'islam constitue la religion principale de ces populations.

Cette population reste caractérisée par son extrême jeunesse et par une frange féminine représentant 50% de l'ensemble.

De manière générale, le mariage demeure précoce pour les jeunes filles tandis que le planning familial est une pratique très peu connue et peu utilisée. Les EPP ont également montré un faible niveau de connaissances en MST/ SIDA.

3.2. Migration

Ce phénomène est bien connu dans la plupart des localités enquêtées. Le flux migratoire en direction de l'étranger est développé dans des villages comme Boufinto (1/4 des ménages compte au moins un émigré en Europe), Dialaka (26 jeunes sont installés en Afrique, en Espagne et en Amérique), Doubirou (50% des ménages comptent au moins un émigré en Europe, Afrique et Amérique) ; Dyabougou Moussa, Kédougou Dickory, Kéréwane, Médina Mary Cissé, Tabadian Samba, Saré Coly, Saré Demba Mary et Saré Boulel font également partie de cet ensemble qui constitue environ 26% des villages enquêtés.

4. CARACTERISTIQUES SOCIO –ECONOMIQUES

- **Activités économiques et revenus**

L'agriculture et l'élevage sont les deux piliers de l'économie locale dans la CR de Kandia.

L'agriculture constitue, de loin, la première source de revenus monétaires dans la C.R : C'est le cas de tous les villages enquêtés à l'exception de Sinthiang Saby où les AGR représenteraient 44% des revenus monétaires (enquête ménages, 2002) .

Elle constitue la source exclusive de revenus monétaires dans 2 villages (Saré Diaobé et Saré Bassy) où cependant existent des corps de métier. Cela signifierait – il que ces métiers ne sont pas perçus comme procurant des revenus monétaires ?

Des enquêtes réalisées dans les villages et concernant la campagne agricole 2001 – 2002, il apparaît que l'arachide constitue la première spéculation (environ 64 % des villages) tandis que dans seulement 36 % des cas, les céréales viennent en première position.

La part de l'agriculture dans les revenus monétaires varie de 30% (Saré Adja) à 100%.

Ainsi, environ 64% des villages enquêtés ont des revenus agricoles supérieurs à 75% des revenus monétaires totaux.

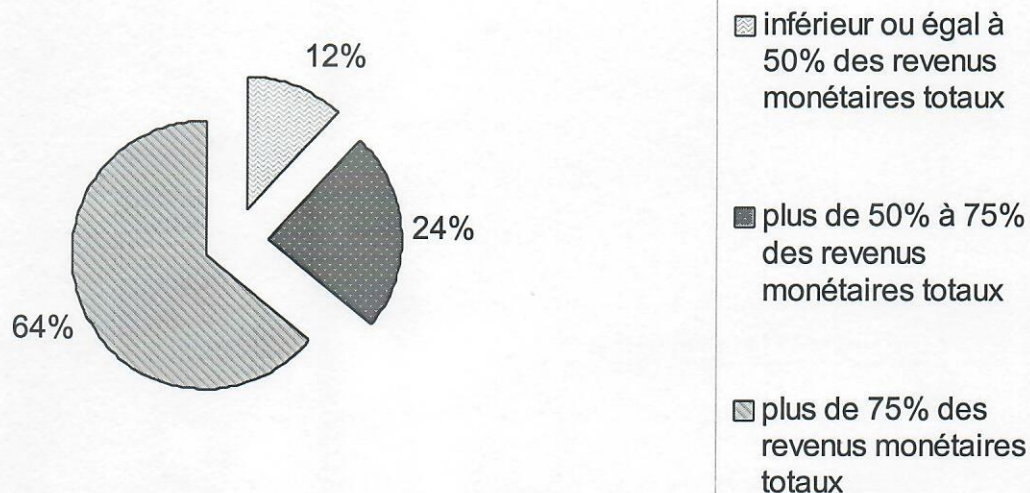
L'élevage constitue la deuxième source de revenus monétaires dans la plupart des villages. Il procure d'importants revenus monétaires aux ménages de Kédougou Dickory (40 %), de Thibo Demba et Sourouyel Moulaye , Saré Adja avec 20% chacun et de Banacourou Samba (23%).

La forêt semble constituer la troisième source de revenus monétaires tandis que le commerce, la pêche et l'artisanat procurent rarement des revenus et que les revenus de transfert constituent des exceptions, du moins d'après les enquêtes ménages des EPP. Or, l'émigration étrangère est assez bien développée surtout au niveau de certains villages (cf. point 3.)

La diversification des sources de revenus dans cette CR reste donc encore marginale.

Graphique 1 : poids des revenus agricoles sur les revenus monétaires totaux dans les villages.

CR de Kandia : Répartition des villages selon le poids des revenus agricoles dans les revenus monétaires totaux



Ainsi, l'agriculture procure plus de 75 % des revenus monétaires dans environ 2/3 des localités enquêtées.

• **Sources de financement**

L'agriculture est parfois financée par la CNCAS, la SODAGRI, la SODEFITEX et certains organismes intervenant dans la CR.

Exceptées les tontines et certaines ONG à volet micro-crédit, la CR de Kandia est polarisée par des SFD localisées dans la CR de Kounkané et à Vélingara. Ce qui pose un problème d'accès en raison de l'enclavement : la distance moyenne d'accès à un SFD est de 14 km.

Les mutuelles sont les sources de financement les plus accessibles à la population comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau : accès aux financements

Rubriques	moyenne	max	min	mode
distance d'accès SFD	14,2 km	28 km	1 km	15 km
Type de SFD :				
Mutuelle	86,00%			
ONG	7,00%			
autre	2,00%			
Non concerné	5%			

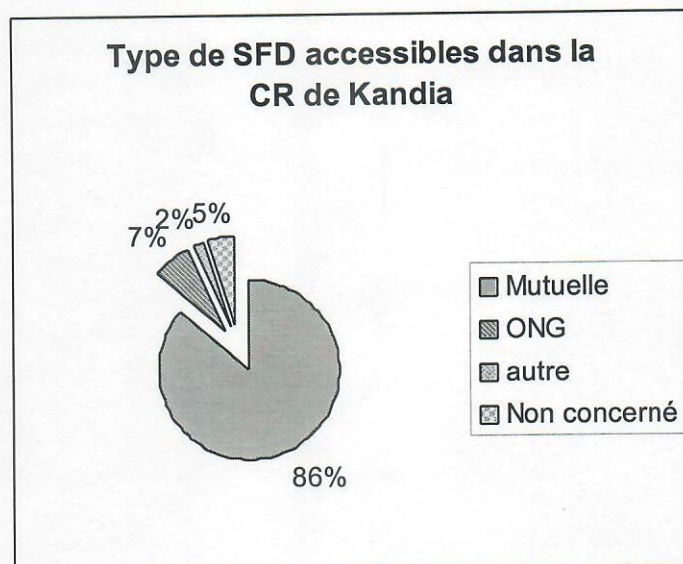
Bien que la valeur soit faible, les 5% de villages qui se disent « non concernés », montrent, au – delà de la faiblesse des revenus qui ne permettent pas d'épargne, un déficit d'information. Le déficit de financement est souvent avancé par les populations comme l'obstacle majeur au développement des activités de production.

Tout comme dans la CR de Kouankané, 3 catégories d'acteurs opèrent dans ce domaine : au bas de la pyramide, on rencontre les tontines développées au sein de la plupart des organisations de base et notamment les GPF et les associations. Leur surface financière très limitée ne leur permet point de développer durablement ces activités.

Au deuxième niveau, les groupements d'épargne et de crédit, les mutuelles de producteurs...comme le CMS, GEC TINARE de Vélingara, la MECA de Kabendou, la Caisse de la Fédération des Groupements Féminins, etc. Ces structures, mieux organisées et dotées de moyens plus consistants bien qu'insuffisants par rapport à la demande, mobilisent l'épargne de leurs membres et octroient des crédits. Les secteurs financés par ce biais sont divers mais l'agriculture et le commerce semblent être les mieux nantis.

Enfin, à un 3^e niveau, l'on rencontre les structures (ONG, organismes internationaux, projets , etc) qui appuient les SFD de 2^e niveau en renforçant leurs capacités . Des EPP, il ressort que l'accès au crédit des populations demeure très peu satisfaisant et les femmes de cette CR en sont les premières victimes (cf. section 10).

Graphique 2 : Type de SFD accessible aux populations (selon leur avis)



5. SERVICES SOCIAUX DE BASE

5.1. Education

La plupart des infrastructures scolaires de la CR sont à cycle incomplet (15 écoles sur les 18 implantées dans les villages enquêtés sont dans ce cas) et sont peu équipées. A partir des villages enquêtés, on observe des niveaux de scolarisation qui varient de 61% pour les garçons à 49% pour les filles. Ces chiffres cachent cependant des extrêmes. Ainsi, au niveau des garçons, si quelques villages présentent des taux de scolarisation supérieurs à 80%, en revanche, dans d'autres, moins de 1/3 des garçons sont scolarisés.

Parmi les villages qui sont dans ce dernier cas, on recense Doubirou, Lambatara, Médina Maye, Saré Thierno, Saré coly et Sabahicounda Paya.

Au niveau des filles, cette dernière catégorie est assez bien représentée avec même des niveaux de scolarisation extrêmement bas de 12% (Lambatara), 13% (Saré Thierno), 14% (Sinthiang Badion) et 15% (Bourtou Loutang et Doubirou).

L'on remarque qu'à quelques exceptions près, ces derniers villages sont également affectés de faibles taux de scolarisation des garçons.

Quant aux adultes, seuls 15% d'entre – eux sont scolarisés tandis que l'écart est énorme entre les femmes et les hommes alphabétisés (40% d'hommes contre 18% de femmes).

Tableau sur la situation des infrastructures scolaires dans la CR de Kandia.

	écoles CR	écoles échantillon
Cycle complet	3	3
Cycle incomplet	20	15
Total	23	18

Le niveau d'équipement de ces infrastructures est bas : l'état des tables – banc n'est bon que dans 16 % des cas environ tandis que seuls 36 % des écoles sont dotés de source d'eau potable et que seulement 61 % disposent de cantines fonctionnelles.

5.2. Santé

Tableau n° : situation des infrastructures sanitaires fonctionnelles dans la CR de Kandia.

Type	nombre	personnel	logistique
Poste ¹ de santé avec maternité	1	1 infirmier, 1 matrone	1 moto
Case de santé	2 (Djida Modou et Lambatara)	2 ASC	

La CR de Kandia n'est dotée que d'un seul poste de santé qui, d'ailleurs, au moment des EPP, ne disposait d'aucun infirmier d'Etat en poste alors que le poste de santé constitue la structure la plus fréquentée par les populations dans 79 % des cas.

¹ Un deuxième poste de santé sur financement canadien est en projet à Médina Mary Cissé
SENAGROSOL-CONSULT

Les principaux obstacles à un meilleur service sont relatifs au sous – équipement, à la vétusté des locaux, au manque de personnel et à leur faible motivation, à l'éloignement des infrastructures par rapport à certains bénéficiaires et à l'accès difficile aux médicaments. L'accès aux soins pré et post – natales ainsi qu'aux accouchements assistés est une préoccupation constante des femmes en âge de procréer.

Le paludisme, les maladies diarrhéiques et les affections pulmonaires constituent les affections les plus courantes. Elles sont à l'origine d'une morbidité importante.

5.3. Hydraulique

La consommation moyenne journalière par tête pour des besoins domestiques est évaluée à 22.4 l. L'approvisionnement s'effectue essentiellement à partir des puits traditionnels non protégés grâce à l'exhaure manuelle.

Seul le village de Kandia dispose d'un forage tandis que celui de Kaël Bessel bénéficie depuis peu d'un puits hydraulique équipé d'une pompe solaire et que le village de Mountoumba dispose depuis 2002 d'un forage avec pompe manuelle.

L'alimentation en eau constitue l'une des difficultés majeures de cette CR. Ainsi, les villages où le niveau atteint ou dépasse la norme de 35l / tête ne représentent que 7 %. Parmi les 93 % restants, environ 38% disposent de moins de 20l / tête et par jour. Les villages de Sourouyel Moulaye, Saré Thierno se distinguent avec moins de 10 l / tête / jour. Quant à l'hydraulique pastorale, elle n'a pas encore concerné la CR de Kandia.

5.4. Nutrition

Les habitudes alimentaires des populations de cette CR sont essentiellement à base de céréales : mil, sorgho, maïs et riz sont consommés, assaisonnés de lait ou de sauces concoctées à partir d'arachide, de feuilles de baobab ou de feuilles d'oseille.

Les menus , souvent déséquilibrés pour certaines couches de la population – notamment les enfants et les femmes enceintes - varient peu et deviennent extrêmement pauvres (quantitativement et qualitativement) pendant la période de soudure.

Les EPP ont mis en évidence des problèmes de malnutrition affectant surtout les enfants. La CR n'a pas bénéficié des activités de l'ex – PNC (Projet de Nutrition Communautaire).

Les protéines animales (poissons et viande) sont peu accessibles aux populations malgré le potentiel de pêche et d'élevage. Cette dernière ressource (volaille compris) est prioritairement destinée au marché en cas de besoins urgents de santé ou d'alimentation (achat de céréales).

Les légumes issus des champs de case ou de maraîchage (diakatou, tomates...) sont également faiblement consommés (les consommations des familles sont souvent issues des pertes post – récolte en raison de l'accès difficile aux marchés dans la plupart des localités et de l'absence

d'équipements de conservation/ traitement). Les fruits d'une certaine valeur commerciale comme les mangues et les oranges sont dans le même cas.

En définitive, la sécurité alimentaire et la qualité des menus demeurent des objectifs inaccessibles pour la plupart des ménages de la CR de Kandia.

6. ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

• Sols

Les ressources foncières se subdivisent en 3 types qui sont:

- Sols decks : 45% des terres cultivables;
- Sols deck – dior : 25%;
- Sols dior : 18%;
- Bas – fonds;

Sur ces terres se pratiquent les cultures vivrières et de rente. La tendance générale dans la CR indique une dégradation de la fertilité de ces sols pour diverses raisons (dont les systèmes agricoles et pastoraux).

Si les terres sont disponibles dans la plupart des villages, leur mode d'acquisition – pour les terres ne relevant pas du Domaine Nationale- est principalement fondé sur l' héritage, système qui marginalise d'office les femmes même si elles peuvent exploiter des parcelles par emprunt ou sous le couvert de leurs époux.

• Forêts

Les ressources forestières sont relativement abondantes et riches mais montrent une tendance à la dégradation constante surtout pour certaines espèces. De manière officielle, la CR de Kandia ne semble pas être concernée par les quotas d'exploitation de bois et de charbon de bois attribués chaque année par les autorités compétentes aux exploitants reconnus comme tels. Toutefois, l'exploitation clandestine ne saurait faire l'objet de doute.

Certains villages disposent de bois de village essentiellement composés d'*anacardium occidentale* et d'eucalyptus.

La plupart des villages exploitent des forêts considérées par eux comme relevant de leur terroir. En effet, 93 % déclarent en disposer. Cette pression s'exerce sur les espèces forestières et sur la faune. Les ressources forestières sont utilisées par les populations locales riveraines à des fins de pharmacopée, d'artisanat, de bois d'œuvre et de construction, d'énergie.

• Ressources en eau

Cette CR est pauvre en eaux de surface, les cours d'eau pérennes étant quasi – rares (98 % des villages ne disposent ni de cours d'eau, ni de fleuve). Les systèmes de retenues d'eau de pluies par des bassins, par exemple, ne sont pas encore légion courante dans la CR . Les eaux de surface rencontrées sont essentiellement temporaires avec des durées de vie dépassant rarement 4 mois à partir de l'hivernage. Elles constituent ainsi une aubaine pour le cheptel.

Les eaux souterraines, normalement abondantes, ne semblent pas avoir fait l'objet d'une exploitation suffisante en dehors des traditionnels puits. En effet, la demande en adduction d'eau potable à partir de forage continue d'être la priorité de maints villages.

- **Habitat et assainissement**

Dans la plupart des villages de la CR de Kandia, l'habitat est de type groupé.

Les constructions en dur son très faiblement représentées (moyenne de 7 % seulement) sauf dans les villages qui reçoivent des flux importants de revenus de transfert d'origine étrangère : cas de Doubirou (23% de logements en dur) et de Boufinto (75%) par exemple. Environ la moitié des villages ne compte aucun logement en dur.

Les cases avec les toitures en paille prédominent tandis que le nombre moyen de personnes par pièce à coucher varie de 2 à 6 au maximum.

Les lampes tempêtes de fabrication artisanale et les lampes à pétrole permettent l'éclairage des habitations dans la plupart des cas (66 % de lampes tempête).

Du point de vue de l'assainissement, il n'a été noté aucun système collectif ni d'évacuation des eaux usées, ni d'évacuation des ordures. La prise en charge de ces aspects est effectuée de manière individuelle avec les moyens de bord : déversement des eaux dans les concessions et évacuation des ordures dans les environs immédiats et dans les champs de case. Toutefois, dans certaines localités, des activités d'assainissement sont réalisées par les groupements de femmes et de jeunes mais leurs contraintes essentielles sont d'ordre matériel.

L'évacuation des excréta s'effectue par le moyen privilégié de latrines traditionnelles dont la majorité se trouve dans un état précaire. Cependant , l'usage de la nature est réel surtout dans des localités comme Saré Adja (67% des ménages de l'échantillon), Thibo Demba (20%) et Kaël Bessel (20%).

7. INFRASTRUCTURES ET MOYENS DE TRANSPORT

La CR de Kandia est considérée comme l'une des plus enclavées de l'Arrondissement de Kounkané : aucune voie bitumée ne la dessert et seule l'ancienne route Tamba – Kolda, en très mauvais état, relie le chef – lieu de CR à la capitale départementale en traversant des villages comme Netto Roucka, Kéréwane et Kaël Bessel.

La CR est desservie, dans sa partie nord et sur quelques km, par une piste de production reliant Vélingara à l'arrondissement de Médina Yero – Foulah dans le département de Kolda.

Sur le plan interne, des pistes dont l'entretien laisse à désirer relie Kandia à des localités – centres telles que Doubirou, Médina Mary Cissé au nord et Banacourou Samba, Mountoumba au sud.

Cette situation constitue une contrainte pour le transport, le développement des échanges et l'accès aux services sociaux de base (cf. infra section 10).

Aucune gare routière digne de ce nom n'existe et le transport automobile demeure un luxe pour la plupart des habitants (cf. toujours section 10).

8. ANALYSE INSTITUTIONNELLE

Les EPP ont permis d'identifier les différentes institutions tant locales qu'extérieures qui interviennent dans la CR de Kandia.

Ainsi, sur le plan des organisations endogènes, on recense des regroupements en fonction du sexe ou de l'âge et des GIE qui peuvent être mixtes et sans limite d'âge.

Certains villages sont très dynamiques sur le plan organisationnel (Dialékégny par exemple avec 8 GIE, 1 GPF, 1 ASC pour moins de 400 habitants et 38 ménages) tandis que d'autres comptent à peine un GPF. La plupart de ces structures sont informelles pour diverses raisons et même quand elles sont bien structurées, leur fonctionnement laisse apparaître des insuffisances organisationnelles (leader – ship et centre de décision).

L' on remarquera que le dynamisme organisationnel est souvent aussi stimulé par la présence d'appui extérieur dans le village.

La prolifération de ces organisations de base répond à un souci de recherche d'alternatives face aux conditions de vie qui se sont empirées. Cette stratégie de survie reste caractérisée par la faiblesse de son impact sur le niveau de vie des populations en raison notamment de l'insuffisance d'appui . Ce déficit d'appui – malgré la multitude d'organismes extérieurs qui interviennent dans la CR – est surtout perceptible au niveau des besoins en financement importants de ces organisations de base et au niveau de leurs faibles capacités institutionnelles.

Très souvent, l'horizon temporel de ces structures se réduit prioritairement à des actions à court terme cycliques visant des activités génératrices de revenus spécifiques, l'option à long terme étant rarement envisagée. Mais, cette situation s'explique par l'ampleur des besoins primaires face à des moyens limités.

Les activités d'assainissement, de reboisement, sont rarement une priorité de ces organisations même si, par ailleurs, elles peuvent figurer parmi les objectifs.

Sur le plan de la santé, une organisation locale telle que ADECK avait réussi à implanter des cases de santé dans certaines localités. Mais, aujourd'hui, le constat que l'on fait est que la plupart de ces infrastructures tombent en ruines pour diverses raisons dont l'incapacité de l'organisme initiateur et des bénéficiaires à prendre correctement en charge leur fonctionnement.

Pour renforcer leurs capacités, ces organisations s'orientent de plus en plus vers la recherche de partenaires extérieurs dans des domaines bien ciblés tels que la micro – finance, l'éducation, l'hydraulique...la limite principale à cette option étant le déficit d'information.

La CR comme institution bénéficie du soutien de certains programmes nationaux pour le renforcement des capacités des élus locaux.

Les organismes d'appui aux organisations communautaires de base ont souvent pêché par manque de concertation et de synergie en leur sein, ce qui réduit d'autant l'incidence de leurs interventions par un gaspillage de ressources.

Des EPP, un certain nombre d'organismes perçus par les populations comme intervenant ou ayant eu à intervenir dans leur localité ont été dégagés. La liste ci – dessous en est une synthèse et peut ne pas être exhaustive.

Tableau des structures intervenant dans la CR :

N°	Structures	Domaine d'intervention	niveau d'intervention
1	ADECK	santé, crédit	OCB
2	AFVP	Agriculture (banque de céréales)	OCB
3	Aide Action	Education, formation, formation élus locaux	OCB
4	AJAC	agriculture, maraîchage, santé	OCB
5	ANCAR/CLCOP	Agriculture (formation, financement)	OCB
6	Caisse FGPF	Micro crédit	GPF
7	CMS	crédit	OCB
8	CNCAS	agriculture	OCB
9	DG/FELO	renforcement capacité des élus locaux	Conseil Rural
10	FAO	agriculture	OCB
11	MECA Kabendou	crédit	OCB
12	OMS	santé	village
13	PAN Afrique	Agriculture et environnement	OCB
14	UNIS	Intrants agricoles	OCB
15	SODAGRI	financement culture du riz, embouche,	OCB
16	SODEFITEX	financement culture du coton	OCB
17	VSF(Vétérinaires sans frontière)	Elevage	OCB
18	Winrock international	micro - crédit, hydraulique	OCB
19	World vision	agriculture, maraîchage, éducation, hydraulique, moulin à mil, santé, élevage	OCB

9. COMMUNICATION

Dans les villages ayant fait l'objet des EPP, la communication interne s'effectue par le biais des messagers – relais allant du chef de village aux autres notables en passant par les représentants des organisations de base : associations, groupements féminins, etc. le système du bouche à oreille constitue ainsi le principal moyen de diffusion de l'information locale.

Très souvent, pour certains sujets spécifiques et en public, le droit à la communication et à la liberté d'expression des femmes et des jeunes est peu respecté (l'expérience en a été faite lors des EPP dans certains villages, au cours des assemblées de village). Il en est de même au sein de la cellule familiale où le droit d'aïnesse est toujours en vigueur malgré des remises en cause évidentes.

La communication externe est entravée par la mauvaise desserte de la plupart des villages et par l'absence de connexion au réseau téléphonique (Kandia, chef – lieu de CR est la seule localité connectée au réseau de téléphonie fixe).

Quant à la CR en tant qu'entité administrative, les convocations et les avis sont souvent diffusées sous deux formes : le bouche à oreille et les notes se combinent alors pour véhiculer les informations en faisant un bon usage des canaux traditionnels.

La démultiplication de l'information est souvent entravée par des contraintes liées aux calendriers chargés des acteurs.

10. PAUVRETE

Globalement, environ 73% des ménages des villages enquêtés sont considérés comme pauvres d'après les critères propres à ces terroirs.

Des disparités existent cependant entre les villages.

10.1. Perception de la pauvreté

La pauvreté est toujours vécue ou perçue comme un manque ou absence de « quelque chose », et parfois comme une insuffisance de cette chose.

Dans la CR de Kandia, la conception de la pauvreté est fondée non seulement sur l'environnement socio – culturel et économique mais également sur l'environnement physique dans lequel évoluent les différentes communautés. Ces aspects multi – dimensionnels modèlent ainsi le comportement par rapport à la pauvreté.

La pauvreté est alors perçue comme une absence ou insuffisance de ressources, comme un non accès aux infrastructures et équipements sociaux, économiques et culturels mais également comme une absence de relations et de cohésion sociale.

Au niveau des hommes, des EPP, l'on retiendra que ce phénomène est toujours relié à leur position sociale de chefs de ménage, préoccupés qu'ils sont de maintenir leur autorité, leur pouvoir au sein de la cellule familiale mais aussi dans la société. C'est pour cette raison que dans une économie locale fortement agricole comme indiqué ci – dessus (cf. section 4), les hommes évoquent toujours l'insuffisance (ou le manque) de vivres, de matériel agricole, d'animaux de traction, de terres fertiles, d'intrants et de bétail, de main – d'œuvre et de financement.

L'absence d'émigrés dans le ménage est considérée comme signe appauvrissant dans les localités où ce phénomène est bien développé comme c'est le cas notamment à Doubirou et Boufinto en raison des revenus de transfert qu'il génère, revenus monopolisés par les hommes et qui servent surtout à renforcer leur pouvoir social à travers l'auto –suffisance alimentaire et le renforcement de leur stock de capital (acquisition de matériel agricole, de transport, de bâtiments en dur...).

Compte tenu de l'enclavement de bon nombre des villages de la CR, les hommes perçoivent parfois la pauvreté comme une absence de moyens de transport. Ce manque est ainsi relié à la difficulté d'accès aux soins de santé, à l'analphabétisme, au manque de « savoir » (sous – entendu : le savoir moderne) et au manque d'informations.

L'accès difficile à l'eau potable fait partie de la perception que les hommes de la CR de Kandia ont de la pauvreté mais, il est rarement privilégié.

S'ils évoquent exceptionnellement la solitude comme signe de pauvreté, il en est de même du manque de cohésion sociale (seuls les villages particulièrement sensibles en ont fait cas).

Au niveau des femmes, la perception de la pauvreté fait référence en priorité à leur statut de femmes. Ainsi, solitude, travaux domestiques lourds, manque de santé, manque d'éducation et de formation, manque de moyens de transport et habitat précaire s'allient à l'accès difficile aux moyens de production pour définir la pauvreté.

Le vieillissement précoce est le lot des femmes de la CR de Kandia en raison des maternités nombreuses, des corvées domestiques, de leur rôle de main – d'œuvre incontournable mais non rémunérée dans les exploitations agricoles familiales et du faible accès aux soins de santé.

C'est ainsi qu'elles perçoivent la pauvreté comme une absence de moyens de transport non seulement pour des raisons de santé mais aussi pour des raisons économiques. Les raisons de santé se justifient par le fait que même bien portantes, elles sont les premières accompagnatrices des malades vers les centres de soins tandis que les raisons économiques trouvent leurs fondements dans le rôle qui leur est affecté à travers la chaîne de commercialisation des productions vivrières. D'ailleurs, dans quelques villages, elles relient la pauvreté à l'absence de boutiques dans le village, ce qui les oblige à parcourir de longues distances à pieds.

Dans d'autres, les femmes, de plus en plus conscientes, font référence au non - accès aux ressources foncières, au mariage précoce et à la dépendance pour définir la pauvreté ; Ce qui témoigne d'une évolution certaine des mentalités dans ce milieu fortement conservateur.

Plus étonnante encore, la relation implicite que les femmes établissent entre pauvreté et absence de sensibilisation, aux IST/SIDA en citant cette action parmi leurs besoins ; C'est le cas notamment dans les localités à forte migration internationale comme Doubirou.

Quant aux jeunes de la CR de Kandia, s'ils font référence au non - accès aux facteurs de production comme appauvrissant, ils évoquent en priorité les difficultés d'accès aux infrastructures ludiques, à l'éducation, à la communication et à la santé. L'absence d'opportunités locales d'amélioration des revenus leur permet de percevoir la pauvreté à travers l'impossibilité de pouvoir émigrer (Saré Bassy par exemple).

Tout comme dans la CR voisine de Kounkané, aucune relation explicite n'est établie par les cibles entre l'usage exclusif de bois ou de charbon de bois comme source d'énergie et pauvreté alors qu'elle est assez déterminante.

En définitive, si certaines attitudes dans la CR de Kandia laissent apparaître des signes de résignation face au phénomène de la pauvreté, de toute évidence, les stratégies développées par la plupart des victimes ainsi que les priorités et besoins dégagés lors des EPP, montrent que le combat est engagé.

10.2.Catégorisation des niveaux de pauvreté

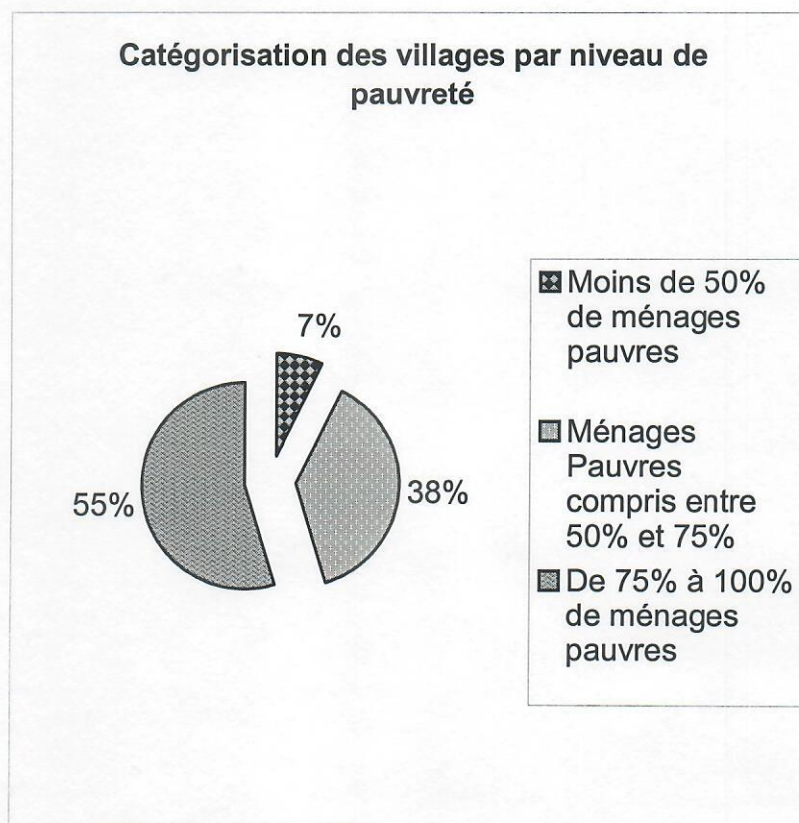
L'analyse des niveaux de pauvreté dans les 42 villages de la CR de Kandia montre que la plupart d'entre - eux ont des niveaux de ménages pauvres supérieurs à 50% comme l'atteste le tableau suivant :

Tableau de répartition des villages par niveau de pauvreté dans la CR de Kandia.

Niveau de pauvreté	Nombre de villages	Nom de la localité	%
Inférieur à 50%	3	1.Saré Kourtiba 2.Tabadian Samba 3. Thibo Demba	7

AGENCE DU FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL (AFDS)
EVALUATION PARTICIPATIVE DE LA PAUVRETE/ DEPARTEMENT DE VELINGARA /C.R.. KANDIA

De 50% à 75%	16	1. Banacourou Samba 2. Dyabougou Moussa 3. Bourto Loutang 4. Mbandoucouna 5. Saré Boulel 6. Saré Maly 7. Saré Thierno 8. Saré Demba Mary 9. Temento Faramba 10. Welia Amadou 11. Saré Adja 12. Sinthiang Badion 13. Dialaka 14. Sabalycounda Paye 15. Simby 16. Sinthiang Saby	38
de 75% à plus	23	1. Bantanto Sounkarou 2. Dialakégnny 3. Kaël Bessel 4. Kandia 5. Kédougou Dickory 6. Kéréwane 7. Médina Samba Diallo 8. Mampatayel 9. Mountoumba 10. Saré Bassy 11. Saré Boula 12. Saré Samba Kandé 13. Saré Samba Netty 14. Sourouyel Moulaye 15. Welia Niary 16. Netto Roucka 17. Boufinto 18. Médina Maye 19. Saré Diaobé 20. Saré Coly 21. Doubirou 22. Lambatara 23. Médina Mary Cissé	55
Total	42		100



Graphique 3 : répartition des villages par niveau de pauvreté.

Ainsi, il apparaît que 93% des villages enquêtés de la CR de Kandia comptent au moins 50% de ménages pauvres tandis que 55% abritent au minimum 75% de ménages considérés pauvres. C'est dire toute l'ampleur des difficultés auxquelles les ménages sont confrontés. A titre comparatif, dans la CR voisine de Kounkané qui abrite en même temps le chef – lieu d'arrondissement, seuls 27% des villages ont des niveaux de pauvreté supérieurs ou égaux à 75%.

10.2.1. Niveau de pauvreté et niveau de revenus, inégalités d'accès aux services sociaux en fonction de la localisation.

- **Niveau de pauvreté inférieur à 50%**

C'est le cas de seulement 7% des villages enquêtés. Il s'agit de Saré Kourtiba, de Tabadian Samba et de Thibo Demba. Ces 3 localités appartiennent toutes à la zone centre – sud d'après le découpage de la CR qui figure dans le PLD. Cette zone est caractérisée par des sols deck et de bas – fonds et par la proximité du bassin de l'Anambé. Toutefois, ces facteurs ne sont pas suffisants pour expliquer ce niveau moyen de pauvreté d'autant plus que nombre de villages appartenant à la même zone (environ la moitié) sont affectés de taux de pauvreté supérieurs à 75%.

L'on peut cependant remarquer que du point de vue démographique, les villages de cette classe comptent moins de 200 habitants tandis que le nombre de ménages est inférieur à 10.

Sur le plan des revenus, excepté Tabadian Samba qui bénéficie de revenus de transfert étrangers, l'agriculture et accessoirement l'élevage constituent les seules sources de revenus.

De même, sur le plan de l'accès aux services sociaux de base, la distance d'accès aux services de santé varie de 5 km à 25 km.

Seules les femmes de Saré Kourtiba ont eu à bénéficier de financement.

- **Niveau de pauvreté de 50 % à 75 %.**

Ce groupe constitue 38 % des villages enquêtés. La majorité des villages de cette catégorie (75 %) appartient à la zone centre – sud du PLD de Kandia.

L'agriculture reste la première source de revenu bien que des revenus de transfert- principalement d'origine étrangère- soient notés en direction de 75 % des villages de cette catégorie. En effet, l'activité agricole procure en moyenne environ 79% des revenus monétaires. Elle est suivie de l'élevage avec 11 % des revenus monétaires dans 62 % des villages.

Du point de vue des services sociaux de base, la distance d'accès à l'infrastructure sanitaire la plus proche varie de 3 à 10 km (l'accès à une maternité étant encore plus difficile). A ce propos, l'on note même que les populations de Dialaka et de Dyabougou Moussa parcourent respectivement 4 et 7 km pour se rendre en Gambie, pays voisin, où se situe la structure de santé la plus proche.

Concernant les infrastructures scolaires, 56 % des villages de cette catégorie sont dotés d'écoles à cycle incomplet dont le nombre moyen de classes tourne autour de 2, le reste des villages étant polarisé par des infrastructures localisées à une distance variant de 1 à 5 km (Saré Thierno).

- **Niveau de pauvreté supérieur ou égal à 75 %.**

Ce lot représente 55 % de l'ensemble des localités enquêtées et les villages qui le composent appartiennent à la zone centre et sud dans 82 % des cas.

A l'instar des catégories précédentes, l'agriculture demeure la première source de revenus monétaires ; L'élevage comme source de revenus monétaires est marginal tandis que les

transferts qui constituent une source supplémentaire de revenus pour 60% des villages ne semblent pas suffisants pour combler les déficits de financement.

Dans certains villages comme Kéréwane et Mountoumba, les AGR et la pêche permettent d'améliorer les revenus pendant la morte saison.

L'accès au financement constitue un réel problème dans la mesure où seule une infime minorité a pu en bénéficier, le rapprochement souhaité des structures de ce type des populations rurales demeure un rêve inaccessible : la distance moyenne d'accès à ce service varie de 2 à 28 km.

Du point de vue éducation, moins de 40% des villages de cette catégorie sont dotés d'infrastructures et 2/3 d'entre – elles sont à cycle incomplet (avec une majorité de 2 à 3 classes). La distance d'accès varie de 0 à 5 Km (Saré Boula).

Seules les localités de Kandia et de Lambatara abritent des structures sanitaires, les autres villages devant parcourir entre 2 et 15 km pour bénéficier d'une consultation médicale. En outre, la case de Lambatara est confrontée à un problème de fonctionnement.

10.2.2. Les difficultés et inégalités sociales d'accès aux services sociaux et infrastructures de base : l'aspect genre.

• Education

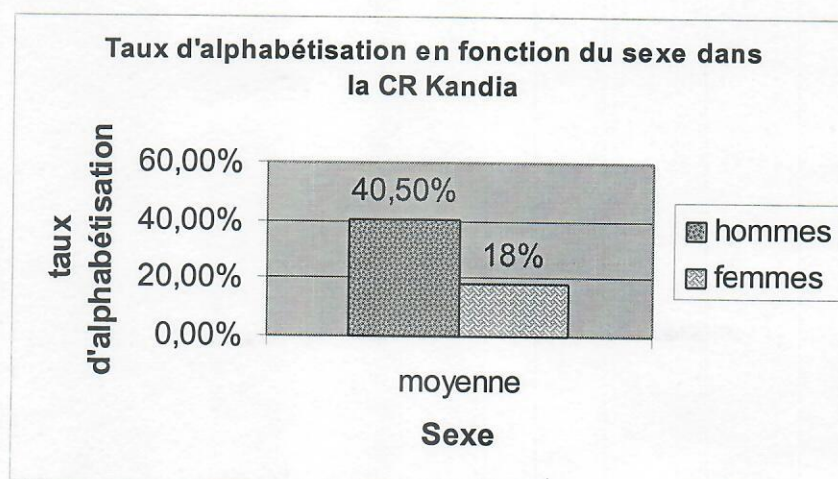
Education (variables)	moyenne	max	min	mode
alphabétisation hommes	40,50%	100%	0	50%
alphabétisation femmes	18%	100%	0	0
taux scolarisation garçons	61,00%	100%	21%	50%
taux scolarisation filles	49,00%	92%	12%	33%
distance d'accès école la plus fréquentée	1,13 km	7km	0	0
proportion enfants qui travaillent	42,00%	85%	9%	44%

Le droit à l'éducation pour les filles n'est pas toujours vérifié dans cette CR où les filles sont soumises à maintes contraintes : de l'inscription à l'abandon, les disparités entre les deux sexes sont réelles.

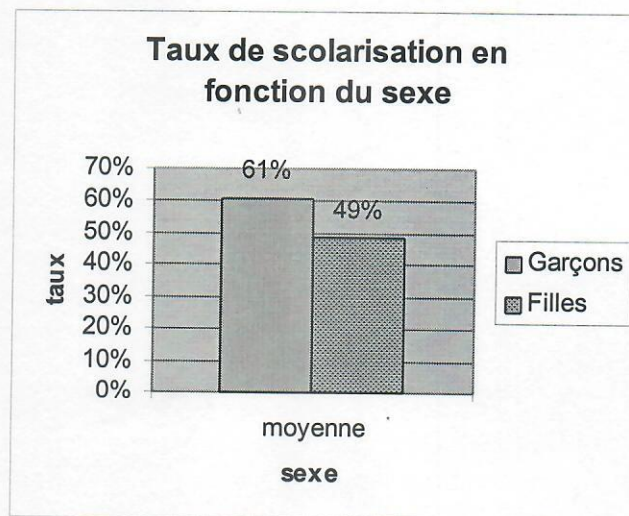
Concernant le taux de scolarisation, si le minimum rencontré au niveau des garçons est de 21%, il est de seulement 12% au niveau des filles soit environ 2 fois moins. Cet écart est maintenu, voir renforcé au niveau des abandons qui concernent la quasi – totalité des filles si l'on considère tout le cycle primaire. Il est le reflet des corvées domestiques (42% d'enfants qui travaillent dont probablement une forte proportion de filles) et des mariages précoces.

Le même constat d'inégalité d'accès s'applique à l'alphabétisation où les hommes sont 2 fois plus alphabétisés que les femmes en moyenne. Ce qui, de toute évidence, contribue à maintenir ces dernières dans la dépendance.

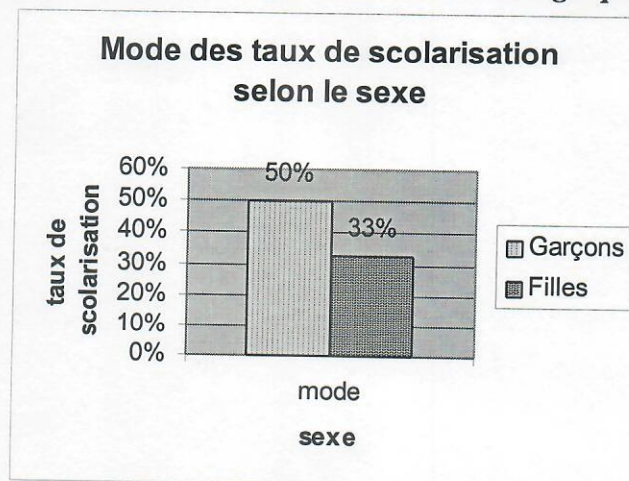
Graphique 4 : Niveau d'alphabétisation en fonction du sexe



Graphique 5 : Niveau de scolarisation en fonction du sexe



Graphique 6 : Taux de scolarisation le plus fréquent dans les villages par sexe



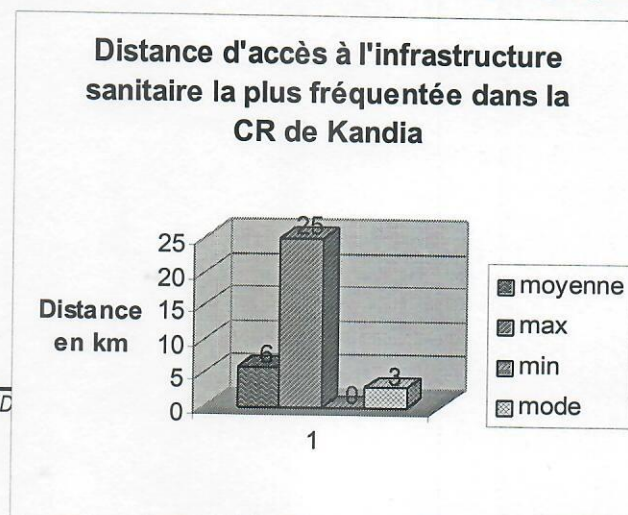
• Santé

	moyenne	max	min	mode
distance d'accès structure sanitaire la plus fréquentée	6 km	25 km	0	3 km
distance d'accès maternité	9 km	25 km	0	5 km
disponibilité des médicaments:				
disponibles	76,00%			
pas disponibles	24,00%			
moyen d'évacuation dominant:				
charrette ou vélo	71,00%			
aucun	24,00%			
véhicule	5,00%			
autre	0			

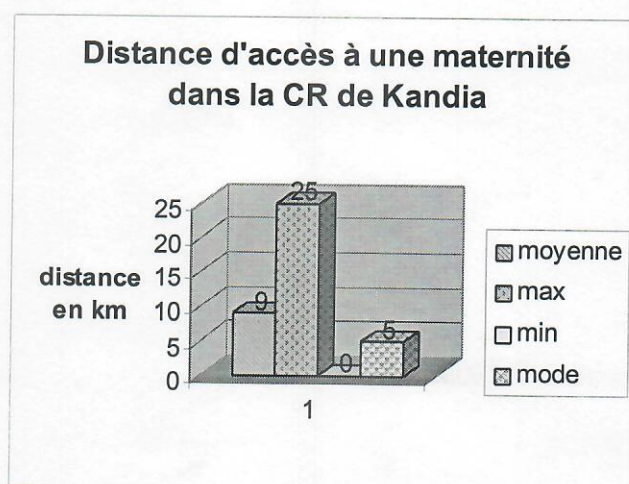
Globalement, dans la CR de Kandia, l'accès à la santé pose d'énormes difficultés quel que soit le sexe (6 km en moyenne et 25 km au maximum) mais, cet handicap pèse davantage sur les femmes qui doivent en moyenne parcourir 9 km (soit 1.5 fois la distance moyenne d'accès à l'infrastructure de santé) pour leur santé de la reproduction dans un environnement peu favorable.

En effet, la charrette et le vélo constituent les seuls moyens d'évacuation des malades dans 71% des cas tandis que dans 24 % des cas, aucun moyen n'est disponible. Si bien que les consultations pré ou post – natales, les accouchements assistés sont des phénomènes peu courants qui se perpétuent aussi en raison de la faible fonctionnalité des infrastructures (manque de sage – femmes et médicaments relativement peu accessibles). L'incidence de cette situation sur la mortalité maternelle et infantile est dramatique.

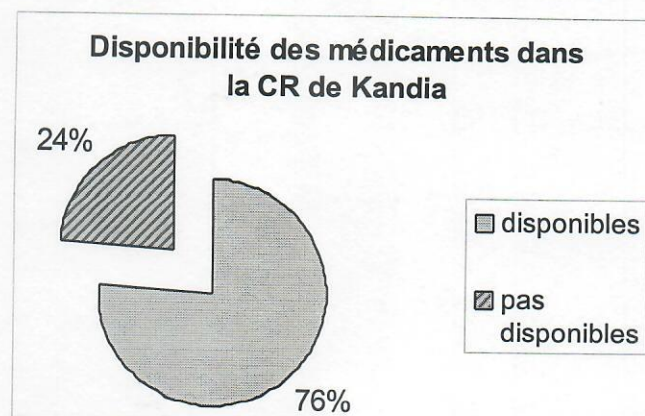
Graphique 7 : distance d'accès à l'infrastructure sanitaire la plus fréquentée.



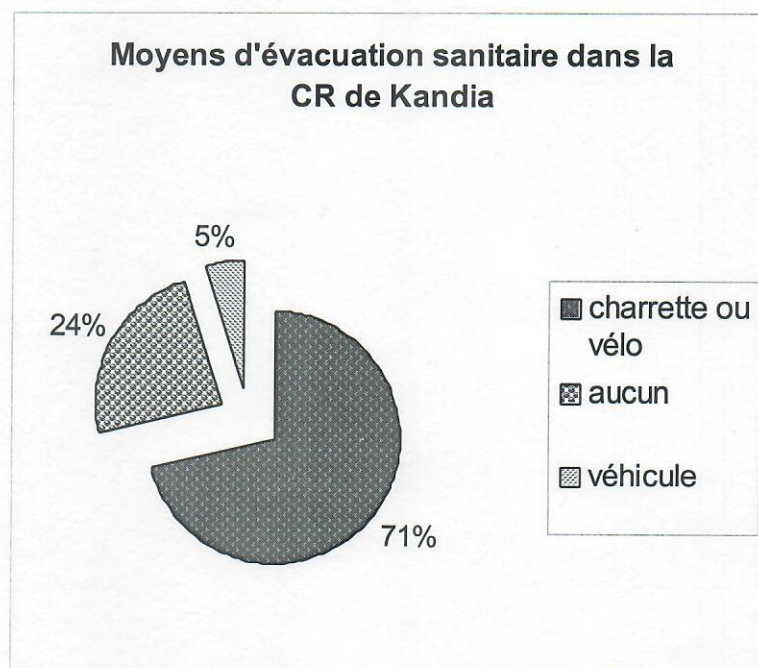
Graphique 8 : distance d'accès à une maternité (avis des populations)



Graphique 9 : Disponibilité des médicaments d'après les villages enquêtés.



Graphique 10 : Moyen d'évacuation dominant dans la CR (avis des populations).



- **Marché et échanges**

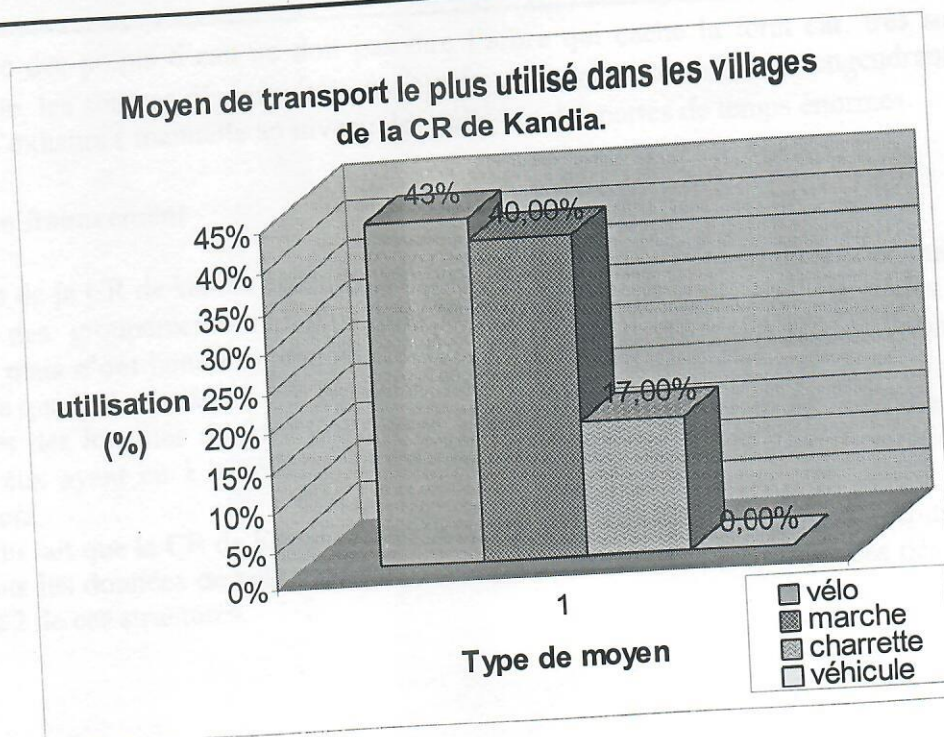
	moyenne	max	min	mode
distance à une route bitumée	15 km	30 km	2 km	15 km
distance à une route latérite	3,3 km	23 km	0 km	0 km
distance à un marché quotidien	11 km	25 km	0 km	15 km
<i>moyen de transport le plus utilisé :</i>				
vélo	43%			

marche	40,00%
charrette	17,00%
véhicule	0,00%

Les populations rurales de la CR de Kandia n'ont que leur force physique pour se déplacer d'une localité à une autre pour quelque raison que ce soit : le vélo et la marche sont les moyens les plus utilisés dans 83% des villages, la charrette constituant les 17 % restants alors que la distance moyenne d'accès à une route bitumée ou en latérite est de 15 et 3.3 km respectivement.

Cette situation qui entrave les activités commerciales des villages entrave beaucoup plus celles des femmes réputées actives dans la commercialisation des cultures vivrières et qui ne peuvent posséder – ou rarement- vélos ou charrettes. Dans les marchés où elles se rendent, les recettes tirées des ventes sont réemployées dans l'achat de produits de première nécessité rendus rares dans les villages du fait de l'absence et / ou l'insuffisance de boutiques.

Graphique 11 : Moyen de transport le plus utilisé dans la CR.



• **Travaux domestiques**

	moyenne	max	min	mode
distance approvisionnement combustibles	2,12 km	10 km	0 km	2 km
distance approvisionnement eau	0 km	0 km	0 km	0 km
moulin à mil :				
oui	21,00%			
non	79%			
temps de travail femmes	12 h	14h	8 h	11 h

Les femmes de cette CR travaillent en moyenne 12 h /jour. Les corvées domestiques constituent l'une des contraintes au développement d'activités rémunératrices et au renforcement des capacités.

Seuls 21% des villages disposent de moulins à mil alors que les céréales constituent l'alimentation de base ; de même, la recherche du bois qui constitue la principale source d'énergie pour la cuisson des aliments s'effectue à une distance moyenne d'environ 2 km avec un maximum de 10 km.

La proximité des points d'eau ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt car, très souvent, en période sèche, les sources d'approvisionnement fonctionnelles se réduisent, engendrant ainsi des difficultés d'exhaure (manuelle au niveau des puits) et des pertes de temps énormes.

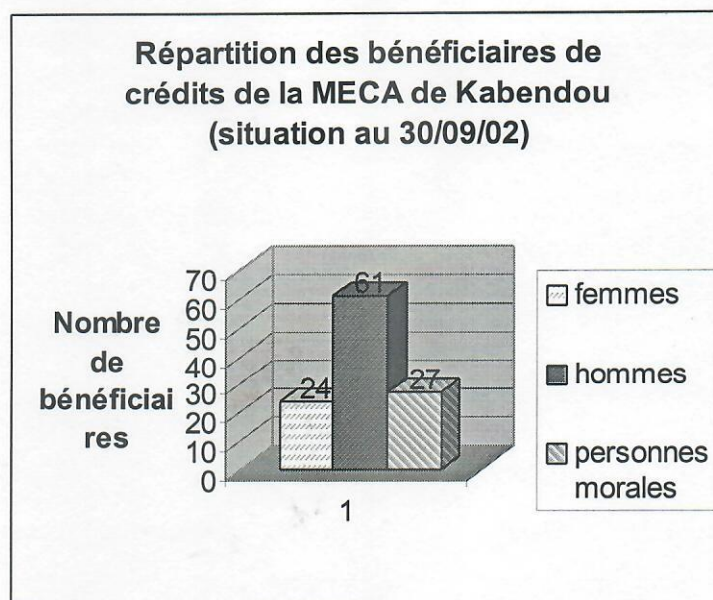
- **Accès au financement**

Les femmes de la CR de kandia accèdent très faiblement au financement. Dans certaines localités enquêtées, des groupements féminins ont affirmé avoir des comptes dans des structures financières mais n'ont jamais obtenu de crédit soit par – ce qu'ils jugent les conditions difficiles soit par – ce que la demande n'a pas eu de suite.

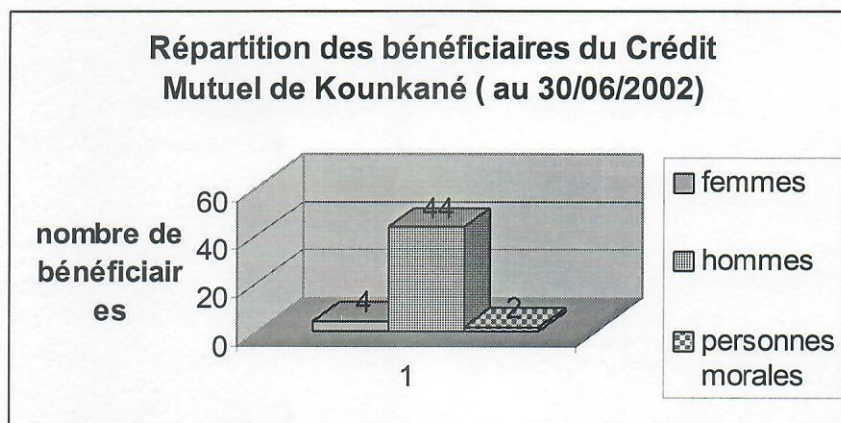
Les femmes des localités de Saré Coly, Saré Demba Mary, Saré Kourtiba et Welia Niary font partie de ceux ayant eu à bénéficier de financements avec un montant total cumulé d'environ 800 .000 Fcfa.

En raison du fait que la CR de Kandia est polarisée par les mêmes SFD opérant à Kounkané, nous reproduisons les données de celles de Kounkané pour montrer le niveau d'accès des femmes au crédit dans 2 de ces structures.

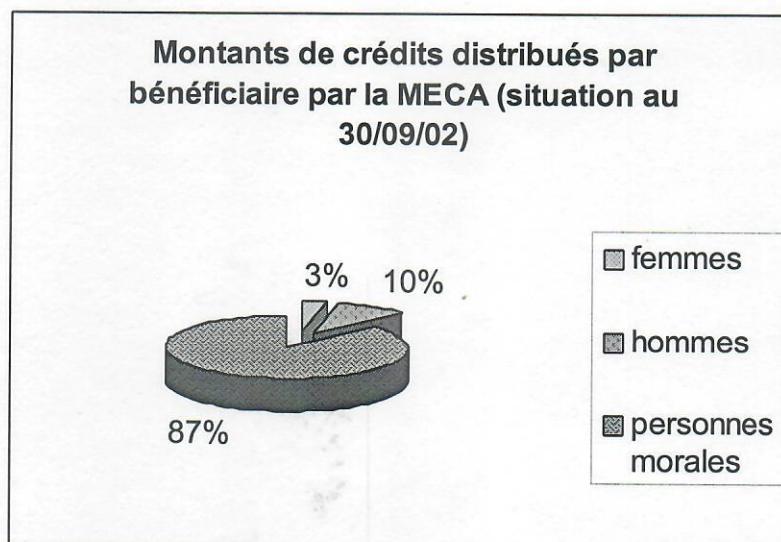
Graphique 12 : Répartition par bénéficiaire de crédits selon le nombre à la MECA



Graphique 13 : répartition de crédit par bénéficiaire en fonction du nombre au CMS de Kounkané.



Graphique 14 : Montants de crédits distribués par bénéficiaire



10.3. Groupes vulnérables et stratégies de lutte

Dans la CR de Kandia, les groupes vulnérables identifiés peuvent être scindés en plusieurs catégories : les femmes, les jeunes, les personnes du 3^e âge, les personnes vivant avec un handicap et les chefs de ménage pauvres .

L'ampleur de la pauvreté, qui s'est accentuée avec les nombreux déficits pluviométriques dans un contexte d'économie locale fortement dépendante de l'agriculture sous pluies, a incité les populations à des comportements « grégaires » par la mise en place de structures diverses comme l' a fait ressortir l'analyse institutionnelle (cf. supra point 8).

Pour bénéficier des capacités des hommes, souvent plus instruits et alphabétisés, certains groupements féminins acceptent d'accueillir en leur sein quelques hommes. Cette attitude peut être nocive pour le développement de ces structures dans la mesure où, ce faisant, elles reportent sur ces derniers certaines tâches administratives et de gestion qu'elles auraient dû être en mesure d'assumer. Cette attitude peut conduire à une perte d'autonomie si ces femmes ne restent pas vigilantes. Ainsi, des exemples foisonnent de groupements abusés par des intermédiaires (détournement de fonds).

La faiblesse des ressources de ces groupements en raison du manque d'appui et du contexte socio – culturel, les contraint à se cantonner à des activités peu lucratives qui permettent rarement de renforcer le capital financier : exploitation de champs communs d'arachide ou de coton, location de main – d'œuvre agricole féminine, petit commerce de détail et activités artisanales de transformation de produits locaux dont la principale contrainte demeure l'accès à la formation technique et aux capitaux.

Les fonds amassés sont le plus souvent redistribués sous forme de petits prêts individuels dont les revenus générés sont juste orientés vers les soins de santé, l'éducation des enfants et l'alimentation., excluant ainsi toute possibilité d'accumulation de capital, préalable à une diversification des activités.

La multiplication des GIE témoigne d'une volonté d'exploiter les opportunités qu'offre ce genre de structure du point de vue institutionnel car, beaucoup d'organismes d'appui qui interviennent dans les financements remboursables par les bénéficiaires accordent leur préférence à ce type de regroupement en raison de la solidarité mutuelle qui relie les membres. Et c'est pour en bénéficier que des groupements féminins se sont restructurés en GIE. Le graphique n°14 en fait la démonstration par l'importance des fonds accordés aux personnes morales dont la majorité sont des GIE.

Cette option comporte cependant des limites certaines (cas des GIE mixtes) si l'on se préoccupe du long terme car le rapport de force actuel entre les 2 composantes risque de se perpétuer surtout si, l'inégalité d'accès à l'instruction , à la formation et à l'information aidant, elles sont exclues d'office de certaines responsabilités réelles au sein de ces GIE.

La lutte pour la survie est souvent synonyme d'émigration. Cette stratégie est surtout développée par les couches jeunes et certains adultes chefs de ménage : l'absence de revenus de transfert ou d'émigré dans un ménage étant même considérée comme un signe de pauvreté dans certaines

localités. Cependant, ce phénomène peut devenir rapidement appauvrissant pour une famille en raison du risque sanitaire lié au SIDA.

Les associations d'entraide parfois rencontrées permettent de pouvoir compter sur la solidarité des membres en cas de besoins exceptionnels liés à la santé. Sinon, la stratégie de survie consiste à recourir fortement aux guérisseurs et à la pharmacopée traditionnelle.

Il est extrêmement rare - les EPP ne les ont pas mis en évidence- de rencontrer des organisations d'handicapés car, les victimes d'handicap sont rarement marginalisées par les familles en milieu rural. La plupart sont pris en charge par la communauté même si le niveau de cette prise en charge peut parfois laisser à désirer du fait de la faiblesse des moyens.

10.4. Analyse comparative des besoins exprimés

Quels que soient la localisation et le niveau de pauvreté, 2 types de besoins ressortent des EPP dans la CR de Kandia : besoins économiques et besoins sociaux.

D'une manière générale, ces besoins sont identiques et seule l'ampleur évolue en fonction des spécificités propres à chaque terroir.

Ainsi, sur le plan des revenus, les besoins prioritaires tournent autour du développement des principales activités exercées (agriculture, élevage...) par une disponibilité de l'eau, par l'accès au crédit permettant de financer les intrants et le matériel, par le désenclavement et l'organisation des filières en difficulté. L'objectif premier ainsi visé étant la sécurité alimentaire, la diversification des sources de revenus constitue un moyen permettant de l'espérer.

Afin de préserver leurs ressources limitées, dans certaines localités comme Mampatayel, Mbandoucouna, Sabalycounda Paye... apparaissent des besoins de création de zones de pâturages et de lutte contre les feux de brousse (Boufinto, Médina Samba Diallo, par exemple).

Au niveau des villages particulièrement défavorisés par une accessibilité difficile, l'enclavement est un besoin constant ; C'est le cas notamment à Dyabougou Moussa.

Sur le plan des services sociaux également, les disparités ne sont fonction que de l'écart par rapport à leur accès. Ainsi, à Kandia où existe un poste de santé, c'est une sage - femme qui constitue un besoin tandis que beaucoup d'autres localités se préoccupent du désenclavement et du moyen d'évacuation des malades, si elles ne réclament pas des structures sanitaires.

L'observation des besoins par sexe montre que les femmes, du fait de leur rôle de reproduction et de main d'œuvre, mettent l'accent sur l'allègement des travaux domestiques, la fonctionnalité des infrastructures de santé, la disponibilité des moyens de transport, la création de marché, l'alphabétisation fonctionnelle, l'assainissement (construction de latrines, acquisition de petits matériels d'assainissement), la mise en place d'activités d'IEC liées aux IST/SIDA et à la santé de la reproduction (Doubirou, Médina Samba Diallo).

L'amélioration des revenus des femmes est évoquée en relation avec des besoins de formation technique en artisanat, en transformation de produits locaux et des besoins de financement.

Les EPP au niveau de la CR ont permis de voir que les besoins de sécurité (sécurité du bétail, sécurité des récoltes) et de communication avec l'extérieur sont quasi – exclusivement masculins.

10.5. Contraintes et besoins de la CR de Kandia

La CR de Kandia est soumise à un certain nombre de contraintes qui justifient les manifestations de besoins exprimés au niveau des villages enquêtés.

10.5.1. Les contraintes

1. Enclavement interne et externe ;
2. Faible couverture sanitaire ;
3. Faible équipement des infrastructures scolaires ;
4. Faible équipement en infrastructures hydrauliques et en infrastructures de base ;
5. Faible couverture en services financiers ;
6. Détérioration de la qualité des sols, absence de maîtrise de l'eau et faible productivité agricole
7. Manque d'appui ;
8. Faible capacité des organisations de base ;
9. Absence de diversification des sources de revenus ;
10. Faible capacité institutionnelle des organes de la CR, faiblesse des ressources financières de la CR ;
11. Lourdeur des travaux domestiques et faible capacité des femmes.

11.5.2. les besoins

Des contraintes ci – dessus, issues de l'analyse des rapports villages , on en déduit les besoins essentiels suivants :

1. Réhabilitation des infrastructures sanitaires non fonctionnelles et accroissement du nombre de poste de santé avec maternité;
2. Approvisionnement correct en médicaments et solution du problème lié à l'évacuation des malades.
3. Le désenclavement interne et externe par l'ouverture de nouvelles pistes et par la réhabilitation de celles qui sont détériorées.
4. La construction de marchés.
5. Meilleur équipement des infrastructures scolaires et amélioration du nombre d'écoles à cycle complet ;
6. Meilleure couverture en équipements de transformation des produits agricoles ;
7. Meilleure couverture des besoins en eau potable ;

8. Développement de l'agriculture, de l'élevage, du commerce et diversification des sources de revenus par un meilleur accès au financement.
9. La lutte contre la détérioration du couvert végétal ;
10. Sécurisation des productions agricoles et du bétail ;
11. Programmes d' IEC en rapport avec les IST/ SIDA, la santé de la reproduction ;
12. Renforcement des capacités institutionnelles et financières de la CR.

11. PERSPECTIVES

11.1. Potentialités

Cette CR recèle de potentialités non exploitées ou insuffisamment exploitées. Les principales sont les suivantes :

1. La proximité de la Gambie (partie nord de la CR) pourrait stimuler les flux commerciaux tandis que la proximité du Bassin de l'Anambé (partie sud de la CR) où l'eau souterraine est facilement accessible devra pouvoir favoriser l'arboriculture et le maraîchage.
2. L'émergence d'organisations communautaires de plus en plus conscientes de la nécessité d'une auto – prise en charge malgré la faiblesse de leurs moyens;
3. Les ressources forestières mieux préservées que celles de CR voisines comme Médina Yero Foulah par exemple.
4. La faible urbanisation. Ceci est un atout par rapport à la pression sur les ressources naturelles.

11.2. Options de lutte contre la pauvreté

1. Appui aux SFD locales structurés (Mutuelles , GEC,) et aux caisses des GPF.
Les systèmes de financement locaux les plus accessibles à la population, notamment les mutuelles, les GEC et les caisses des groupements féminins doivent bénéficier d'un appui approprié visant à renforcer leurs capacités de distribution de fonds. Et pour favoriser cela, une mutuelle formelle doit s'installer à Kandia, chef – lieu de CR.
2. Le renforcement des capacités des organisations de base : alphabétisation, formation technique, formation en gestion.
3. La création de boutiques communautaires dans les zones défavorisées ;
Les EPP ont montré que seule une dizaine de localités abritaient des boutiques proposant des produits courants. Cette situation doit être améliorée.
4. L'aménagement de bassins de rétention d'eau ;

Cette option permettra de pallier l'absence de sources d'eau pérennes ; l'aménagement de bassins de rétention sera de nature à favoriser le développement du maraîchage, de la pisciculture, de l'arboriculture.

La pisciculture est une option intéressante dans la mesure où, tout en permettant des apports supplémentaires en protéines pour les exploitants, elle peut procurer des revenus monétaires. Toutefois, la maîtrise de la technique de production et de la gestion des étangs par les exploitants devra être recherchée. Dans ce cadre, les expériences passées ou en cours sur le plan national devront être passées en revue.

5. L'option de diversification des sources de revenus : pisciculture, apiculture, artisanat, tourisme, transformation artisanale ou semi - artisanale de produits de cueillette et d'élevage. Il est quand même paradoxal que la CR ne compte aucune infrastructure touristique alors que probablement des sites d'attraction doivent exister (même si les EPP ne les ont pas tous mis en évidence).

Le développement de l'artisanat devrait être stimulé par cette activité touristique. L'adoption de ruches modernes de production de miel sera de nature à préserver davantage l'environnement tout en procurant des revenus.

La transformation artisanale ou semi - artisanale des produits de cueillette et d'élevage devra être de nature à accroître sensiblement les revenus des femmes de cette CR qui sont parmi les plus déshéritées du département.

6. L'appui à la recherche de débouchés ;

Cet aspect important est souvent négligé. Une banque de données centralisant périodiquement les offres et les demandes par type de produits et par localité devra être expérimentée et logée dans un premier temps dans les CERP en attendant le transfert de compétences aux organisations de base. En fait, il s'agit de créer un réseau.

7. L'appui aux CERP : logistiques, formation, etc.

8. Réduction de inégalités d'accès aux services de santé et d'éducation.

ANNEXES

Répartition des villages par niveau de pauvreté dans la CR de Kandia

LEGENDE

Niveau de pauvreté / village

75 % et +

50 à 75 %

- 50 %

Localités

Réseau routier

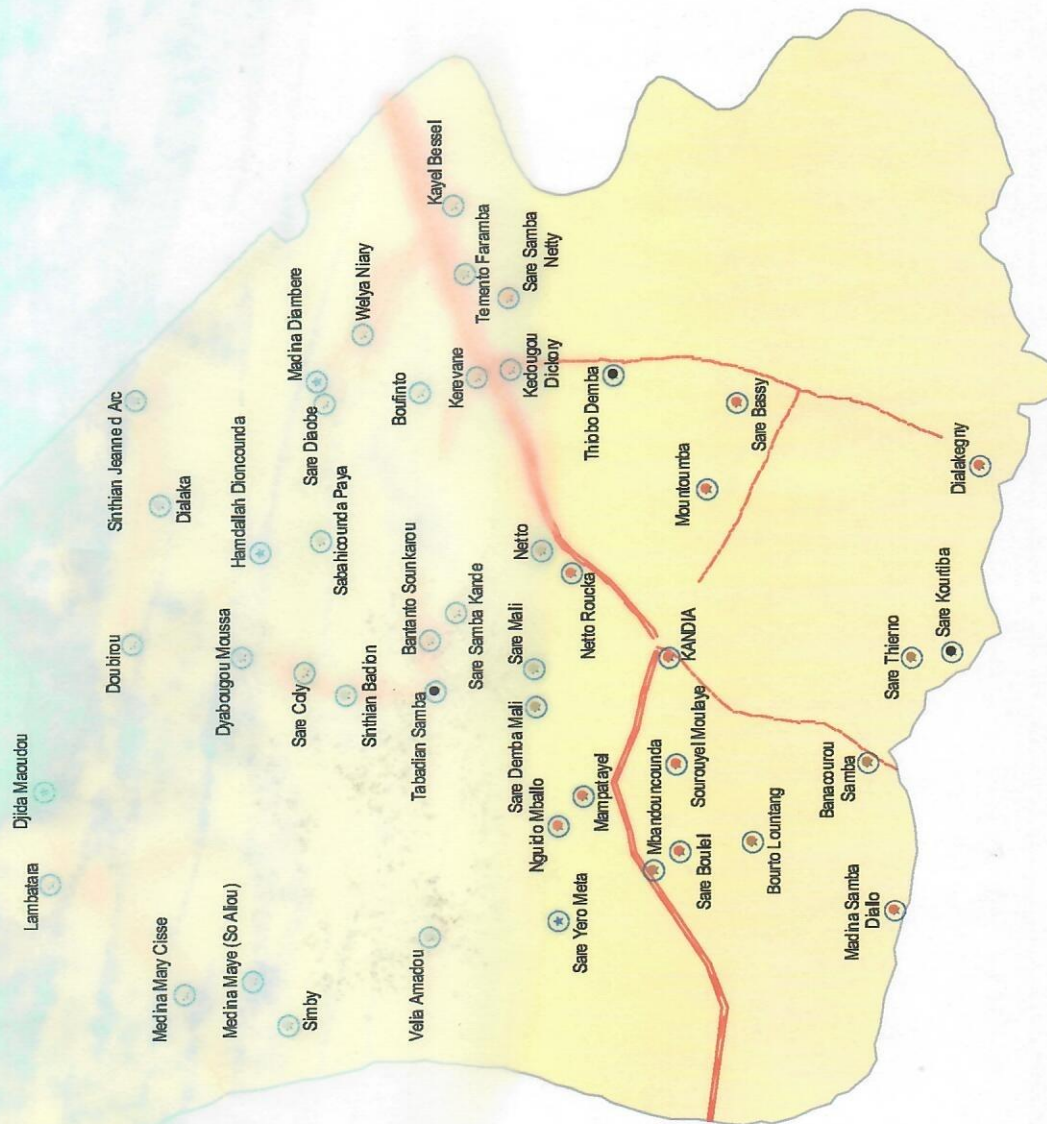
Autres pistes

Piste automobile

Piste secondaire

Route principale

CR de Kandia



Sources :
Fondis cartographiques : DTGC
Données d'enquête : SENAGROSOL

Réalisation :
Unité Géomatique de SENAGROSOL



LEGENDE

Infrastructure scolaire

i Cycle complet

Cycle incomplet

localités

Réseau routier

Autres pistes

Piste automobile

Fiste secondaire

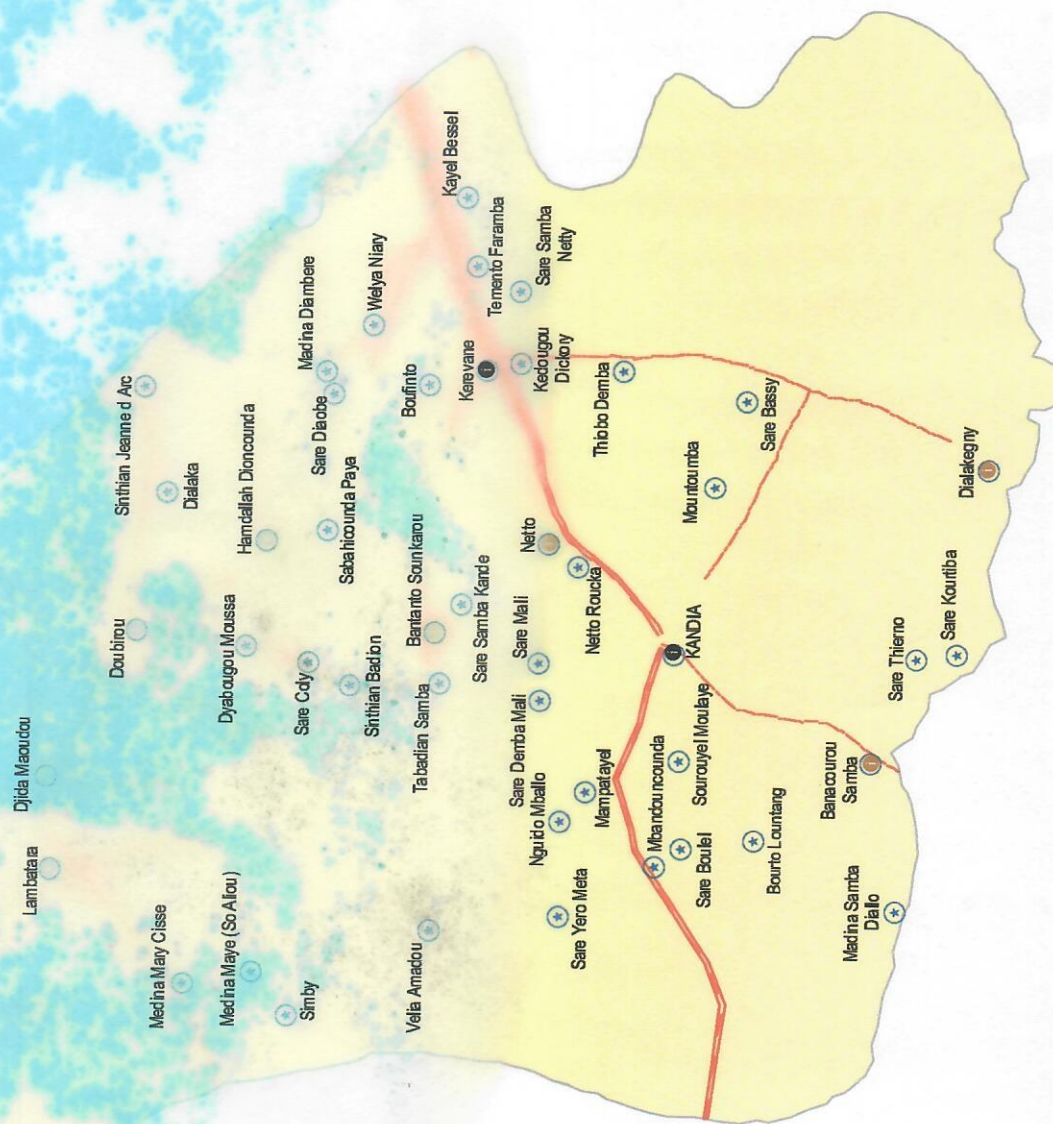
Route principale

OR de Kanda



Fruit	Number of people
Apple	4
Mango	2
Orange	2
Guava	1
Pineapple	1

Kilomètres



TOSHIBA

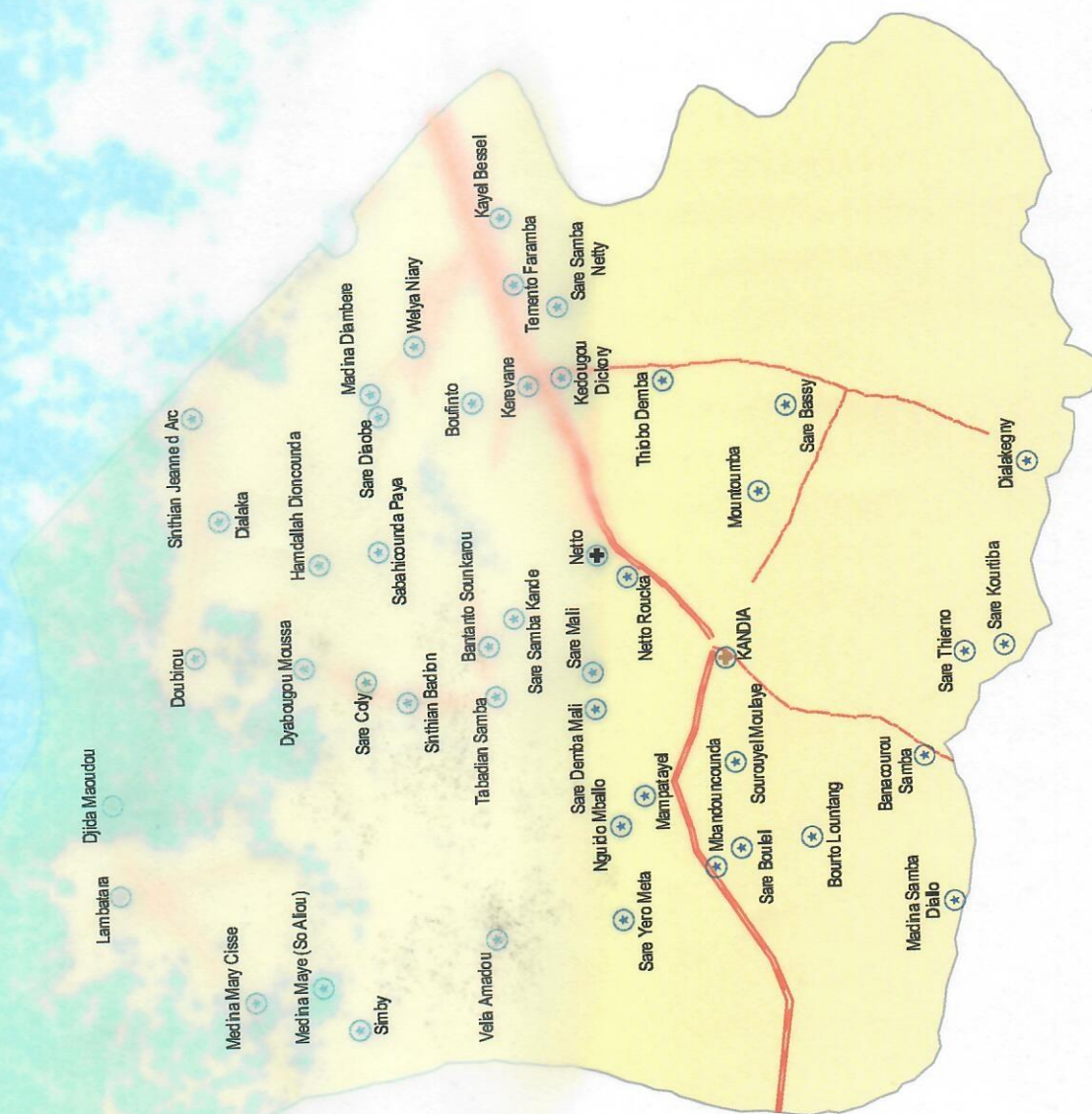
Sources :
Fonds cartographiques : DTGC
Données d'enquête : SENAGROS

Réalisation :
Unité Géomatique de SENAGROSOL

Infrastructures sanitaires dans la CR de Kandia

LEGENDE

- Infrastructure sanitaire
- non Fonctionnelle
- Fonctionnelle
- Localités
- Réseau routier
- Autres pistes
- Piste automobile
- Piste secondaire
- Route principale
- CR de Kandia



Réalisation : Unité Géomatique de SENAGROSOL

Sources :
Fonds cartographiques : DTGC
Données d'enquête : SENAGROSOL

